

L'été de tous les dangers pour les JT d'Auvergne-Rhône-Alpes

LETTRE OUVERTE AU DIRECTEUR DU RÉSEAU

Après un nouveau préavis de grève, les salariés de France 3 Auvergne ont obtenu gain de cause : il n'y aura pas de JT communs AURA pendant les « petites » vacances, et l'Auvergne récupère son JT pendant toute l'année. Nos collègues ont pris leurs responsabilités et nous saluons leur victoire. Mais vous, Monsieur le directeur du réseau, quand allez-vous prendre les vôtres ?

Nous vous écrivons aujourd'hui cette lettre, en forme de cahier de doléances, en tant que garant d'une équité entre les différentes régions du réseau France 3. Ce que vous nous dites, depuis plusieurs mois déjà, vouloir défendre à tout prix.

Vous avez annoncé à certains salariés du réseau, au cours de réunion d'échange avec eux, que sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration vous aviez obtenu pour 2022 de la présidence de France TV que le réseau cesserait d'être ponctionné. Ce fut le cas ces dix dernières années, les régions de France 3 ayant même fait les plus grosses économies en ETP (Equivalent Temps Plein).

La région Auvergne-Rhône-Alpes est réputée depuis longtemps pour sa gestion « au cordeau », ce qui a lui a valu d'être maintenue dans un sous-emploi chronique. Mais cela ne suffit pas : les salariés vont devoir encore faire des sacrifices, au mépris d'une cohérence éditoriale et d'un respect de nos téléspectateurs.

A l'heure de la régionalisation et devant une concurrence locale féroce, n'est-il pas nécessaire de renforcer l'information de proximité plutôt que de l'affaiblir ?

Que nous propose-t-on entre Lyon et Grenoble pour 2022 ?

Soit un été de JT communs sur 5 semaines complètes et 9 week-ends, soit des Tout Images dans chaque antenne. Tout en continuant les mutualisations entre Alpes et Rhône-Alpes les week-ends des autres vacances scolaires.

En somme, de partager une tente à 2 ou à 3, selon les cas !

Pire : en donnant raison aux salariés auvergnats, ce qui est légitime, ou en renforçant les équipes pendant les vacances de février dans les Alpes, tout autant légitime, on cherche à mieux diviser les salariés des antennes !

La réponse aux seules antennes à s'être mobilisées sur les moyens inexistant du 18h30, contre les JT communs et pour davantage de moyens, est qu'elles devraient subir aujourd'hui une double-peine ! En particulier pour Grenoble et Lyon, qui devraient désormais supporter seuls le poids du plan d'économies.

Les élus SNJ du CSE ont pourtant bien entendu les signes de compréhension que vous avez montrés lorsqu'ils dénonçaient l'incurie des moyens. C'est d'autant plus insupportable !

Par ailleurs, certaines régions, qui étaient en dépassement budgétaire, -ce n'était pas le cas d'AURA-, n'ont pas recours à des restrictions aussi dramatiques.

Comment expliquez-vous cette contradiction ? Serions-nous, malgré tous les efforts déjà consentis, région pilote d'une nouvelle austérité ?

Ou simplement coupables, malgré notre usure, d'avoir toujours envie de faire notre métier et de défendre la qualité de nos JT ?

Le SNJ appelle tous les salariés du réseau, journalistes et techniciens confondus, leurs représentants et les organisations syndicales à refuser cette fatalité.

Le SNJ demande au CSE du réseau de se saisir de ce dossier sous peine de voir encore s'allonger la longue liste des antennes en souffrance et en alerte sur la santé.

Paris, le 17 décembre 2021

Les Délégués Syndicaux SNJ en AURA :
Myriam Figureau, Vincent Habran, Julien Le Coq